

Militarité et sacrifice : mourir dans la gendarmerie

Le cas du colonel Arnaud Beltrame

Par Martine Cuttier

Selon Jean-Pierre Albert, philosophe, “un soldat de métier n’accomplit que son devoir lorsqu’il risque sa vie au combat”.¹ Le colonel Goya confirme: au titre d’un livre qu’il publie en 2014, *Sous le feu*, il adjoint un sous-titre un peu provocateur: “*La mort comme hypothèse de travail*”.² Admettons-en donc le principe, même si la mort violente d’hommes ou de femmes jeunes peut susciter le scandale moral dans des sociétés contemporaines qui récuse le tragique: elle fait partie des risques “normaux”, bien que devenus rares, afférents à la condition militaire, dont c’est l’une des facettes majeures de la spécificité.³ L’acceptation du risque d’une mort prématurée, en effet – ou d’une atteinte à son intégrité physique et mentale par blessure –, est inscrite dans le contrat moral de ceux et celles qui choisissent ce métier. Métier que le gendarme, “soldat de la loi”, exerce à sa façon.

Ce qui, pour l’individu, s’apparente subjectivement à un contrat moral est en réalité, on le sait, une disposition statutaire qui s’applique dès lors qu’on s’engage dans les armées.⁴ La mission de l’armée de la République, telle que la définit le Statut général des militaires en son article premier, est “de préparer et d’assurer par la force des armes la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la nation”. Dans le même souffle, le même article de loi ajoute: “L’état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu’au sacrifice suprême”.⁵ Ainsi, la nation attend de ses militaires qu’ils acceptent, le cas échéant, de faire le sacrifice de leur vie. L’expression est adéquate: il faut l’entendre au sens de rendre sacrée⁶ la volonté sublime, un jour peut-être payée au prix fort, de renoncer par avance à tout abandon, ou à la soumission à des volontés ou des circonstances adverses, dans l’accomplissement de son devoir. Par où l’on sent, si le Statut ne l’évoque pas, toute la force, intime et collective à la fois, du sentiment de l’honneur.

Bien qu’affectés pour emploi depuis 2009 au ministère de l’Intérieur, à la différence des policiers qui n’y sont pas soumis, les gendarmes revendiquent leur statut militaire.

¹ Jean-Pierre Albert, “Mort héroïque et sacrifice (XIX^e-XX^e siècles). Entre religion et politique”, in C. Benoît, G. Boëtsch, A. Champeaux & E. Deroo (ss.dir.), *Le sacrifice du soldat*, CNRS-ECPA, 2009, p.17. Il en va de même de tous les métiers librement choisis comportant, au nom d’un bien supérieur aux yeux de la société, des dangers pour ceux qui les exercent: protection civile, sauvetage en mer, secours en haute montagne, etc.

² Michel Goya, *Sous le feu. La mort comme hypothèse de travail. Comment des hommes ordinaires peuvent faire des choses extraordinaires*, Paris, Tallandier, 2014.

³ Par contraste, ce n’est pas le cas de journalistes dépêchés comme correspondants sur un théâtre de guerre et qui y trouvent la mort, puisque ce risque ne donne lieu pour eux à aucun contrat moral ou disposition statutaire l’impliquant: le combat n’est pas leur vocation; leur acceptation de ce risque revêt un caractère privé, et leur mort ou blessure éventuelle dans ces circonstances celle d’un accident.

⁴ À noter que le principe s’appliquait en théorie autrefois aussi, en l’absence pourtant de l’attribut “de métier”, aux appelés du contingent ou aux réservistes mobilisés, même si en pratique son application (depuis un épisode malheureux lors de la conquête de Madagascar, en 1894, et qui avait fait scandale) était modulée en fonction des enjeux: on se souvient, par exemple, que le Président Mitterrand avait renoncé à l’envoi d’appelés dans la Péninsule arabique lors de la première guerre du Golfe.

⁵ Loi n°2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires, *JO*, 26 mars 2005.

⁶ *Sacer facere*, en latin, au sens (chrétien) de donner sa vie.

Dans quelle mesure, toutefois, affirment-ils leur *militarité*, et jusqu’où partagent-ils avec leurs camarades des armées cet esprit de sacrifice ? Meurent-ils souvent, comment et où ? De quelle façon, alors, la nation les honore-t-elle ? Et dans le cas du colonel Arnaud Beltrame qui nous intéresse particulièrement ici, quels ont été les ressorts intimes d’une conduite qui a ébranlé la communauté nationale et au-delà ? Telles sont les questions auxquelles on se propose de répondre dans ce qui suit.

Quelques exemples montreront que les gendarmes meurent partout où ils servent, tout près ou au loin, en temps “normal” ou de crise, et en nombre à peu près constant : chaque année, la gendarmerie perd une douzaine des siens dans le cadre du service.⁷ En 2018, ils furent quatorze. Arnaud Beltrame était l’un d’eux.

Où et comment meurent-ils ?

Contrairement aux militaires des armées de Terre, de Mer ou de l’Air, les gendarmes perdent rarement la vie à l’étranger lors d’opérations extérieures (OPEX), même s’ils sont présents sur tous les théâtres où les forces sont déployées. Le fait de l’être dans le cadre de la prévôté et de missions de coopération les expose moins. En revanche, ils la perdent sur le territoire national, outre-mer comme en métropole, à moins qu’ils ne mettent fin eux-mêmes à leurs jours.

Outre-mer

Chacun garde en mémoire l’épisode tragique, en 1988, de la mort ou plutôt de l’assassinat de gendarmes en Nouvelle-Calédonie. Depuis la fin des années 1960, parmi les Kanaks, un courant mené par Jean-Marie Tjibaou revendique l’indépendance – attente accrue par l’arrivée de la gauche au pouvoir à Paris en 1981, et la création du Front de libération kanak socialiste : FLNKS. En 1984, les troubles sont permanents, la situation sécuritaire ne cesse de se détériorer, comme on le voit avec l’élimination par le GIGN du leader Éloi Machoro, la promulgation de l’état d’urgence et du couvre-feu. Elle s’aggrave sur fond d’élections législatives gagnées par la droite, en 1986, de gouvernement de cohabitation, et d’élections présidentielles à venir, en 1988. Le 22 avril, deux jours avant le scrutin présidentiel, sur l’île d’Ouvéa, le peloton d’une brigade locale de gendarmerie est attaqué par des indépendantistes. Quatre gendarmes sont tués par balles ou à l’arme blanche, deux grièvement blessés et vingt-sept pris en otage dans leurs propres véhicules. Des armes saisies. Formidable défi lancé à l’État par le FLNKS. Devant la tournure des événements, l’armée (parachutistes, fusiliers-marins, services secrets) prend alors le relais. Une partie des ravisseurs se cache dans une “*grotte sacrée*” avec ses otages. L’option de l’assaut est finalement retenue à Paris par la double autorité politique. Deux hommes du 11^e Régiment de choc sont tués et deux gendarmes grièvement blessés par les ravisseurs.

Dans le parc amazonien de Guyane, où se déroule une des missions de lutte contre l’orpaillage clandestin dévolues à la gendarmerie et à l’armée de Terre, le risque mortel est

⁷ Le décompte des morts en service s’établit à 355 de 1980 à 2010, soit onze à douze en moyenne par an. Depuis les années 2010, le nombre oscille mais tend à s’accroître : il y eut huit morts en 2012, en 2013 et en 2017, trois en 2014 et dix-huit en 2016. Le bilan de l’année 2019 s’annonce lourd.

lié à l’opération *Harpie*. La mission se déroule dans la forêt, où sévissent des chercheurs d’or clandestins venus du Brésil et du Surinam. Si les gendarmes y échappent généralement aux multiples pièges tendus, ils y meurent, comme en métropole, lors d’accidents de circulation ou d’opérations de police judiciaire. Tels ces deux gendarmes tués par un malfaiteur en septembre 1998.

En métropole

Plus près de nous, ils peuvent décéder à l’entraînement, par balle lors d’un contrôle de véhicule comme en août 2015, ou lors d’une rixe. Le 17 juin 2012, à Collobrières, village du massif des Maures, deux femmes gendarmes, maréchale des logis-chef et adjudante, sont abattues en intervenant pour régler un différend.⁸ Les accidents de moto qui touchent les pelotons d’autoroute et les escadrons motocyclistes sont parmi les causes les plus nombreuses de décès. Le 23 avril 2015, un major du peloton motorisé de Briey, Meurthe-et-Moselle, est victime d’un accident de ce type au cours d’une poursuite liée à une alerte-enlèvement ; le 28 août un major de l’équipe rapide d’intervention du peloton d’autoroute de Roye, dans la Somme, est tué par balle au cours d’une intervention dans un camp de gens du voyage. La gendarmerie mobile perd aussi des hommes. En 2018, c’est le cas d’un major de l’escadron 14/7 de Longueville-lès-Saint-Avoid en octobre, et le mois suivant celui d’un adjudant-chef de l’escadron mobile 14/1 de Satory. Une mission en haute montagne peut être tout aussi fatale. Dans les Pyrénées en mai 2016, quatre gendarmes périssent lors d’un exercice après que leur hélicoptère a heurté la paroi dans le secteur du pic du Vignemale suite à une erreur de pilotage. Les deux membres d’équipage et les deux gendarmes du peloton de gendarmerie de haute montagne n’en sont pas revenus.⁹ Ou bien, ils perdent la vie dans une opération. Près de Gensac-sur-Garonne, un gendarme du GIGN perd la sienne lors de l’interpellation d’un forcené qui, à l’aide d’un fusil de chasse approvisionné de cartouches Brenneke de très forte puissance, tire sur la voiture de son épouse, puis sur celle des gendarmes de la brigade locale avant l’arrivée d’un groupe du GIGN ; les négociations ayant échoué, l’assaut est donné afin de maîtriser l’homme qui continuait à tirer. Malgré le gilet pare-balles, une balle perce le poumon d’un gendarme et une autre le touche à l’aorte. Il meurt en quelques secondes.¹⁰

Suicides

Leur mort n’intervenant pas dans le cadre du service, le nombre des suicidés n’est pas officiellement comptabilisé. Cependant, le sujet n’est pas occulté par l’institution. Le nombre de cas ne cessant de croître, l’ESSOR, revue de la gendarmerie, l’aborde sans détour. Les raisons en sont identiques à celles pour lesquelles les policiers mettent fin à leurs jours. Elles sont décrites avec précision dans le rapport du député (LREM) Jean-

⁸ Christophe Cornevin, “Deux femmes gendarmes abattues dans le Var”, *Le Figaro*, 19 juin 2012. L’assassin, déjà condamné en 2000 pour infraction à la législation sur les stupéfiants et vols, sortait de prison après avoir purgé une peine de six ans pour violence.

⁹ Jean-Dominique Merchet, “Quatre gendarmes morts dans un accident d’hélicoptère en haute montagne”, *Secret Défense*, 21 mai 2016.

¹⁰ Philippe B. avec Jean-Luc Riva, *GIGN, confessions d’un OPS*, Bagnole, Nimrod, 2019, pp.148-150.

Michel Fauvergue, ancien chef du RAID, déposé en juillet 2019. Elles se résument à “*un sentiment d’abandon*”, à la vétusté des équipements, aux “*locaux indignes*” dans lesquels ils servent, ou habitent avec leur famille.¹¹ S’y ajoutent, comme ailleurs, la “*multiplication des tâches administratives*” et “*l’accumulation du nombre d’heures supplémentaires*” pour remplir des missions qui n’ont cessé de croître depuis 2015, sur fond d’attentats, avec la Coupe du monde de rugby, l’habituel Tour de France, les grands rendez-vous internationaux (sommets sur le climat, G7 ou autres) et les nombreuses manifestations, dont celles des “gilets jaunes”. En juillet 2018, 33 gendarmes ont péri ainsi, contre un total de quatorze morts en service cette année-là. La dépouille d’un adjudant-chef appartenant à la brigade de Lesparre-Médoc, en Gironde, fut retrouvée dans un bois. Un autre, membre du peloton spécialisé de protection de la gendarmerie (PSPG) chargé de la sécurité à la centrale nucléaire du Blayais, s’est supprimé à son domicile à Cruas, en Ardèche. Un an plus tard, alors que le député Fauvergue publiait son rapport, dix gendarmes de plus étaient morts.¹²

La mort du colonel Beltrame

Les conditions de la mort d’Arnaud Beltrame, officier supérieur, sont inédites de par les circonstances et un contexte historique marqué par la recrudescence des attentats sur le sol national. Il périt en 2018 sous les coups de Radouane Lakdi,¹³ qui le 23 mars, après avoir blessé un conducteur, pris sa voiture, tué son passager puis blessé grièvement un CRS qui passait par-là, se dirige vers le supermarché de Trèbes, dans la banlieue de Carcassonne, où il prend en otage salariés et clients. Il en exécute deux et en blesse une douzaine. Trèbes étant en zone gendarmerie, le lieutenant-colonel Beltrame, qui commande le Groupement départemental de l’Aude, met rapidement en place un dispositif afin de neutraliser le tueur. Quelques mois auparavant, il avait organisé avec ses hommes un exercice suivant un scénario semblable.

On connaît la suite : Arnaud Beltrame convainc le tueur de le laisser se substituer au dernier otage, une caissière. Durant trois longues heures, en tête-à-tête, il tente de le persuader de se rendre. Son téléphone étant resté ouvert sur une table, les gendarmes postés au dehors peuvent suivre l’évolution de la négociation. L’officier s’engage soudain dans un corps-à-corps pour tenter de désarmer l’agresseur, qui pour finir le blesse à l’aide de son arme à feu, puis à l’arme blanche l’égorge en le frappant à la trachée et au larynx.¹⁴ Le tueur est alors abattu par le groupe du GIGN venu de Toulouse. Arnaud Beltrame succombe dans la nuit du 24 à l’hôpital de Carcassonne. Le bilan est de quatre morts et seize blessés.

¹¹ La réhabilitation de l’immobilier, évalué à 50 millions d’euros, a dix ans de retard.

¹² Le chiffre correspondant dans la police nationale et les polices municipales est de 45. Cette statistique macabre est plus équilibrée sur l’ensemble de l’année civile 2018 : elle est de 35 policiers et (comme mentionné plus haut) 33 gendarmes, ce que le ministre de l’Intérieur qualifie de “hors-norme”.

¹³ Âgé de 25 ans, il est d’origine marocaine. Français, fiché “S” depuis 2014 et inscrit sur le fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT), il est passé à l’acte alors qu’il venait d’être convoqué par la police pour un entretien de suivi.

¹⁴ Façon rituelle de tuer qui fut utilisée contre le père Hamel à Saint-Étienne-du-Rouvray en 2016, et deux jeunes filles devant la gare Saint-Charles, à Marseille, en 2017.

Les médias s'étant précipités sur le lieu de la prise d'otages, la tragédie s'est quasiment déroulée devant les caméras. Les raisons du geste de l'officier ont donné lieu à bien des commentaires, de l'éloge à la critique en passant par la sidération. Les plus sobres et, comme souvent, les plus pertinents ont estimé qu'en supputant ses chances de s'imposer et de neutraliser le tueur il avait agi en professionnel.

Les honneurs et l'hommage de la nation

Dans la continuité de la série d'attentats qui ont ensanglanté la France à partir de 2015, les autorités politiques ne pouvaient rester indifférentes au sort de celui qui s'est retrouvé en première ligne, sur le sol national, face à la violence d'un islamiste radical.

Lorsqu'un soldat meurt en service commandé, et particulièrement au combat en OPEX, les honneurs lui sont rendus jusqu'à sa mise en terre. Les armées le font de façon très solennelle à chaque décès en appliquant le “plan Hommages”. Lorsque des gendarmes meurent en service, la cérémonie est aussi solennelle et pas moins grandiose.

Aux gendarmes morts en service

La gendarmerie honore ses morts à chaque décès et organise tous les ans, à la mi-février, une cérémonie nationale d'hommage en souvenir de ceux tombés l'année précédente. Elle se déroule dans la cour d'honneur des Invalides, à l'École des officiers, à Melun, et dans chaque groupement en métropole et outre-mer. À Paris, le ministre de l'Intérieur la préside en présence des trois chefs d'état-major des Armées, du Directeur général de la police nationale, du Préfet de police de Paris, du Secrétaire général du SGDSN et de tous les généraux de la gendarmerie. Le nom de chacun de ceux qui ont donné leur vie est lu au micro, avec la date de sa mort. Les généraux ont préalablement déposé une gerbe près de la plaque de la gendarmerie aux Invalides. À l'issue de la cérémonie, le ministre et le directeur général s'entretiennent avec les familles des gendarmes morts. Puis le directeur général, le major général et le général qui préside le Comité de coordination des associations nationales de gendarmes (un 4 étoiles du cadre de réserve) partent déposer une gerbe à l'Arc de Triomphe, où ils ravivent la flamme. Un concert¹⁵ clôture l'ensemble de l'hommage dans le salon d'honneur des Invalides.¹⁶ En région, un hommage se déroule dans la cour des casernes des groupements de gendarmerie. Là, le commandant de groupement, les élus, les autorités civiles et militaires et les représentants d'associations de retraités de la gendarmerie écoutent le préfet lire le message du ministre de l'Intérieur, puis le nom de chacun des morts. Le préfet et le maire de la ville déposent ensuite une gerbe chacun. Suivent la minute de silence, l'hymne national et le salut des troupes et des porte-drapeaux par les autorités.

Au colonel Beltrame

Chronologiquement, une première cérémonie fut organisée immédiatement sur le lieu du décès, ce qui est le cas quand il est éloigné de la caserne. Alors que les drapeaux

¹⁵ Avec un orchestre à cordes de douze musiciens et une partie du chœur de l'armée française.

¹⁶ Source : site officiel de la gendarmerie, 19 février 2013.

étaient mis en berne, dès le lendemain de la tragédie, sur tout le territoire de la République, un avion militaire emportait le corps du colonel Beltrame de l’aéroport de Carcassonne jusqu’à la capitale. Le cérémonial rappela celui rendu aux militaires morts au combat en OPEX, car bien qu’il soit tombé en métropole, sa mort s’inscrit dans le cadre de la “guerre contre le terrorisme”.¹⁷

Une première cérémonie parisienne se déroule sur la base aérienne de Villacoublay, en présence du ministre de l’Intérieur, Gérard Collomb, et des autorités de la gendarmerie. Le ministre lui rend les honneurs et lui décerne à titre posthume la médaille de la gendarmerie avec palme de bronze et citation à l’ordre de la gendarmerie. Il lui remet ensuite les médailles d’or d’honneur pour acte de courage et dévouement et de la sécurité intérieure. Puis le cercueil est dirigé vers la caserne Tournon, dans le VI^e arrondissement, où ses “frères d’armes” le veillent toute la nuit. Dans le même temps, la gendarmerie avait ouvert sur son site Internet un recueil de condoléances qui enregistrera 3 000 messages en deux jours.

Rendu le 28 mars 2018, l’hommage, officiel et public,¹⁸ de la nation est unique par son caractère grandiose du fait des circonstances de sa mort¹⁹ et de la vague d’émotion soulevée au niveau national et international. Les grands médias mondiaux et les réseaux sociaux commentent l’événement. Tout commence au Panthéon où le cercueil reste un quart d’heure immobile, les trottoirs étant occupés par des collégiens et lycéens spécialement réunis sur ordre du rectorat. Puis, précédé de motards de la gendarmerie et entouré de gardes républicains à cheval, le cortège traverse Paris par les quais de Seine jusqu’aux Invalides. Là, se trouvent les autorités militaires et politiques : membres du gouvernement, députés et sénateurs, chefs de partis politiques, trois anciens présidents de la République, anciens ministres, hauts fonctionnaires... Tous les invités rassemblés sur un côté de la cour attendent l’arrivée du couple présidentiel pour que la cérémonie commence. Le cercueil, recouvert du drapeau tricolore, est porté depuis la chapelle et déposé à même le sol au milieu de la cour, par des militaires de l’EMIA et des gendarmes. Derrière, deux gendarmes portent l’un, le képi du colonel, l’autre, un coussin avec ses décorations. Le président Emmanuel Macron prononce un long éloge funèbre de tonalité lyrique : l’officier tombé dans l’action mérite “*respect et admiration de la Nation tout entière*” ; il a incarné “*l’esprit français de résistance*”. Et le Président d’appeler les Français à faire preuve d’“*un*

¹⁷ Concept élaboré suite aux attentats du 11 septembre 2001 à New-York et à Washington, et utilisé sans nuance depuis l’intervention de la coalition internationale sous l’égide des États-Unis en Afghanistan. De façon réductrice, il confond une méthode de combat, celle “du faible au fort” avec ses auteurs et fait l’impasse sur ce qu’ils sont. Toutefois, depuis que Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, a publié *Qui est l’ennemi ?* (Paris, Éditions du Cerf, 2016), celui-ci, en l’occurrence les islamistes radicaux, est explicitement défini afin de mieux penser la guerre. Auparavant, après l’embuscade mortelle d’Uzbin d’août 2008 en Afghanistan, le président Nicolas Sarkozy avait reconnu l’état de guerre. Son successeur, François Hollande, en autorisant l’opération *Serval* au Mali, en janvier 2013, confirmait que la France était en guerre.

¹⁸ Des habitants purent pénétrer dans la cour et la cérémonie fut entièrement retransmise sur les première et deuxième chaînes, accompagnée de commentaires livrés par des spécialistes des questions de défense, tel Pierre Servent.

¹⁹ La décision de rendre à l’officier un hommage national fut prise lors du Conseil de défense et de sécurité nationale, le 24 mars.

regain de vigilance et de civisme”, dénonçant “*l’ennemi insidieux*”, “*cet islamisme souterrain qui sur notre sol endoctrine par proximité et corrompt au quotidien*”. Puis, il l’élève au grade supérieur, le fait commandeur de la Légion d’honneur à titre posthume et fait observer une minute de silence. À la fin de la cérémonie, le président et sa femme viennent s’entretenir avec la famille.

L’héroïsation de l’officier est immédiate, y compris à l’étranger. Le Président Trump fait connaître dans un *tweet* son sentiment : la France honore “*un grand héros*”. Le pape François salue “*le geste généreux et héroïque du lieutenant-colonel Beltrame, qui a donné sa vie en voulant protéger des personnes*”.

L’héroïsation d’un gendarme mort au combat

Cette héroïsation d’Arnaud Beltrame n’est pas unique. La représentation du héros est ancrée dans la culture de la gendarmerie, qui s’honore de posséder à cet égard un véritable panthéon de la profession,²⁰ panthéon qui s’étouffe avec lui.

Dans les jours et les semaines qui suivent sa mort, une quarantaine de communes demandent l’autorisation à sa famille de pouvoir baptiser des lieux de leur espace public du nom du colonel Arnaud Beltrame. Elle accepte sans distinction de couleur politique et, refusant d’entrer dans des polémiques, donne une suite favorable à la proposition d’un maire Rassemblement national, celui d’Hénin-Beaumont : “*Arnaud Beltrame est français. Il appartient à tout le monde*”. Il arrive, comme à Vannes, que la mère du colonel dévoile une plaque à son nom avec le maire. Pour mieux héroïser l’officier, la date choisie de l’inauguration est parfois le 14 juillet.

À l’été 2019, l’on compte environ 200 lieux portant désormais son nom dans une quarantaine de communes de toute taille. C’est une voie à Villeneuve-Loubet, dans les Alpes-Maritimes, et une impasse à Orange, dans le Vaucluse. Le carrefour de deux rues à Asnières-sur-Seine, dans les Hauts-de-Seine. À Toulouse, une allée située entre la cathédrale et la préfecture prend son nom et celui du Père Jacques Hamel. Une rue à Béziers, à Compiègne, à Dammarie-Les-Lys et Provins en Seine-et-Marne, à Évreux, dans le 8^e arrondissement de Lyon, à Montluel, dans l’Ain, à Pau, à Rennes, à Vannes, où se trouve le groupement de gendarmerie du Morbihan, et à Versailles. À Étampes, dans l’Essonne, près du lotissement où il a grandi, une avenue rend hommage à un enfant de la ville. Un square à Marcq-en-Barœul dans le Nord et à Trédion dans le Morbihan, berceau de la famille maternelle du colonel. Une école à Salon-de-Provence, et une maison des associations à Saint-Priest, près de Lyon. Mais aussi des ronds-points, des jardins, des gymnases. En 2019, des casernes de gendarmerie ont choisi la date du 16 février, jour de l’hommage national aux gendarmes tombés en service, pour rappeler la mort du colonel. C’est le cas à la caserne Saint-Jacques à Carcassonne, et à la caserne Lepic à Montpellier où un portrait géant est déployé. Depuis, le chemin faisant le tour du fort d’Issy et jouxtant la Direction générale de la gendarmerie nationale, à Issy-les-Moulineaux, porte son nom.

²⁰ Cf. Claude d’Abzac & Édouard Ebel, “La représentation du héros dans la culture de la gendarmerie, XIX^e-XX^e siècles”, *Cahiers du Centre d’Études d’Histoire de la Défense*, n°35, 2008.

Dans la tradition militaire et gendarmique, lorsqu’elles se cherchent un nom, les promotions d’élèves en cours de formation dans une école de cadres choisissent parfois un haut fait d’armes, mais le plus souvent une figure exemplaire à laquelle ses membres pourront s’identifier. La 124^e promotion de l’École des officiers de gendarmerie, à Melun, est baptisée “Promotion colonel Beltrame”. Hors du milieu militaire même, plusieurs promotions de 2018 l’ont choisi, comme l’École européenne d’intelligence économique dont il fut diplômé en 2016, l’Institut des hautes études de la sécurité et de la justice, l’École nationale des finances publiques qui forme les inspecteurs des impôts, et la 40^e promotion (2017-2018) du Master “Droit et politique de défense et de sécurité nationale” de l’Université de Lille.

Très vite des livres paraissent. Deux livres de proches : celui des deux frères cadets, Damien et Cédric, au titre accrocheur, *Au nom du frère*,²¹ et celui de la mère, *C’était mon fils*.²² Mais aussi un portrait moins intime par Christophe Carichon, historien et chercheur à l’Université de Brest, de surcroît ancien auditeur de l’IHEDN et officier de réserve opérationnelle dans l’armée de Terre.²³

Lors des cérémonies, un débat s’est fait jour à propos des raisons profondes de son acte et la part qu’y prennent son professionnalisme et sa foi intime.

Quel sens donner à son acte ?

À cette question, Brice Erbland, saint-cyrien, pilote d’hélicoptère de combat dans l’ALAT répond à la fois dans un livre²⁴ et un entretien accordé à *Aleteia* au moment du 61^e Pèlerinage militaire international ouvert à Lourdes, le 17 mai 2019. Selon lui, “*le soldat est celui qui accepte de mourir pour la patrie, mais aussi celui qui accepte de donner la mort pour sa patrie. C’est dans cette affirmation que réside toute la difficulté de concilier foi et métier des armes*”. Et de préciser qu’au combat, il s’appuie “*sur trois piliers dans la prise de décision*” : agir “*en connaissance des lois et règles d’engagement (...), avec intelligence (...) et en conscience*”.²⁵

La part de sa foi chrétienne

La question du rôle qu’a joué sa foi peut être posée, car la personnalité du colonel Beltrame et les conditions particulières de son décès ont mis en lumière sa façon d’être d’un officier chrétien. Né dans une famille peu religieuse, originaire de Bretagne, il s’est converti par le baptême à l’âge de 33 ans, en 2006, a fait sa première communion et sa confirmation en 2010. Il lui arrivait de marcher seul, sac au dos, sur le Tro Breiz, ce parcours breton faisant le tour des églises : “*quand je marche, je réfléchis*”, disait-il. C’est ainsi qu’en 2015, lors d’un pèlerinage à Sainte-Anne-d’Auray, il rencontre “*la femme de sa*

²¹ Damien & Cédric Beltrame, *Au nom du frère*, Paris, Grasset, 2019.

²² Nicole Beltrame avec Arnaud Tousch, *C’était mon fils*, Paris, Albin Michel, 2019.

²³ Christophe Carichon, *Arnaud Beltrame, gendarme de France*, Paris, Éditions du Rocher, 2018.

²⁴ Brice Erbland, *Dans les griffes du tigre. Libye-Afghanistan 2011*, Paris, Les Belles Lettres, 2013, réédition en 2016, 102 p. En 2013, il a reçu la mention spéciale du jury du prix littéraire de l’armée de Terre, le prix spécial de la Saint-Cyrienne et le prix de l’UNAALAT.

²⁵ “Un militaire au combat peut-il concilier foi et vocation de soldat ?”, *Aleteia*, août 2019.

vie”, dont la foi est profonde et discrète. Il avait aussi marché sur le chemin de Saint-Jacques de Compostelle avec son père. En Bretagne, il faisait retraite à l’abbaye cistercienne de Timadeuc, où les fiançailles furent célébrées à Pâques 2016. Muté dans l’Aude, sa femme et lui avaient visité l’abbaye Sainte-Marie de Lagrassse, où ayant sympathisé avec le père Jean-Baptiste, ils assistaient régulièrement à la messe dominicale et participaient aux enseignements. Mariés civilement depuis août 2016, ils préparaient leur union religieuse prévue le 9 juin, à Vannes. Quelques jours avant sa mort, il avait envoyé sa déclaration d’intention destinée au dossier canonique de mariage.

Une fois le tueur éliminé par les tireurs du GIGN, l’officier fut transporté d’urgence à l’hôpital de Carcassonne. Sa femme était à son chevet au soir de l’attaque, le 23, quand le père Jean-Baptiste est accouru pour lui administrer le sacrement des malades et la bénédiction apostolique *in articulo mortis*. Il ne put le marier car il était inconscient.²⁶

Lors de la cérémonie officielle retransmise, à partir de 10 heures, en direct par France 2, une équipe de commentateurs est rassemblée autour du journaliste Julian Bugier. Parmi eux, un officier féminin de gendarmerie minimise l’influence de la foi dans son geste et met en avant la mission et l’éthique de la gendarmerie. Dans le même sens, les frères cadets du colonel affirment qu’il “*ne s’est absolument pas sacrifié*”²⁷ et sa mère déclarera que son fils avait fait son devoir.

Sa femme, Marielle, voit les choses différemment. L’Église enseigne le renoncement à soi, l’esprit de sacrifice, le service des autres. “*Pour lui, être gendarme, ça veut dire protéger. Mais on ne peut comprendre son sacrifice si on le sépare de sa foi personnelle. C’est le geste d’un gendarme et le geste d’un chrétien. Pour lui, les deux sont liés*”. Mourir un vendredi veille des Rameaux, pour elle, “*ce n’est pas anodin*”. Elle ajoute : “*C’est avec beaucoup d’espérance que j’attends de fêter la résurrection de Pâques avec lui*”.²⁸ Sans surprise, l’Église de France appuie cette façon de voir.²⁹

²⁶ Témoignage du père Jean-Baptiste de Lagrassse sur Arnaud Beltrame, in *Le Salon Beige, Blog quotidien d’actualité par des laïcs catholiques*, 24 mars 2018. Le texte a très vite circulé sur les réseaux sociaux.

²⁷ Stéphane Kovacs, “Dans *Au nom du frère*, les deux cadets du gendarme mort en héros remontent aux racines de son acte”, *Le Figaro*, 16 janvier 2019.

²⁸ Jean-Pierre Denis, “Arnaud Beltrame, mon mari : le témoignage de l’épouse du gendarme assassiné”, *La Vie*, 26 mars 2018.

²⁹ Le 25 mars, l’évêque de Carcassonne, célébrant à l’église Saint-Étienne de Trèbes une messe pour les victimes de l’attentat, déclare : “*Je sais que le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame joignait à son dévouement de soldat, la foi du chrétien*”. Le journal *La Vie* le compare même à Maximilien Kolbe, ce frère franciscain polonais, arrêté en 1941 et détenu au camp d’Auschwitz qui offrit d’échanger sa vie contre celle d’un père de famille. Lors de la messe des obsèques, le 29 mars, Jeudi Saint, en la cathédrale Saint-Michel de Carcassonne, en présence des autorités civiles et militaires, l’évêque aux armées, dans son homélie à partir des Évangiles de Marc et de Jean, évoque “Marie-Madeleine au tombeau”, comme le fit le président de la République, aux Invalides : “*Le courage et la foi chrétienne*” de l’officier, “*tous deux mêlés, ont joué un rôle dans le sacrifice ultime de sa vie*”. Puis, le père Jean-Baptiste rappela l’officier “*blessé affreusement par un terroriste, vendredi, à l’heure où le Christ offrait sa vie pour nous sur la Croix*”, invitant sa femme à croire que “*cette tragédie, comme le Vendredi Saint célébré demain, n’est pas le fin mot de cette histoire cruelle*”. Rendant compte de la messe, *La Croix* titre : “*Il a offert sa vie pour que s’arrête la mort*”. La Conférence des évêques de France s’associe à l’hommage national : pour la hiérarchie épiscopale, l’acte héroïque du gendarme “*aura certainement une fécondité dans notre société tentée par la violence et le repli sur soi*”.

Toutefois, cet accent mis sur la foi religieuse ne fait pas l’unanimité. Il est en effet d’autres facettes de la personnalité d’Arnaud Beltrame qui tendent à relativiser quelque peu son poids dans son existence. Il y a d’abord ce que la presse rapporte de divers épisodes de sa vie privée antérieure qui cadrent mal avec elle.³⁰ Mais les tenants de la thèse religieuse ont beau jeu de faire observer que, pour partie au moins, ces épisodes se situent en amont de son adhésion à une pratique assidue du catholicisme, et que toute vie affective s’expose à des contradictions. Plus épineuse est celle qui existe entre cet engagement et son appartenance à la franc-maçonnerie depuis 2008 (soit deux ans après sa conversion religieuse), plus précisément à la Grande Loge de France où, en raison de son assiduité, il avait été élevé au grade de *maître* en 2012. Arnaud Beltrame était encore franc-maçon au moment de son décès.³¹ Or, la contradiction porte sur des points fondamentaux de doctrine, et laisse peu de place pour une passerelle viable, au plan rationnel du moins, entre ces deux engagements.³²

Le héros avait-il une conscience aiguë de cette dissonance ? Difficile à dire. Mais elle jette le doute sur un primat absolu de la foi chez lui, qui à elle seule rendrait compte de l’héroïsme dont il a fait preuve. À l’inverse, il semble tout aussi difficile de faire l’impasse sur elle : la foi religieuse va souvent de pair avec les métiers qui côtoient la mort, et plus encore avec ceux qui sont susceptibles de la donner au nom d’un Bien présumé supérieur.³³ Elle est certainement entrée dans une équation où figurent encore d’autres traits de sa personnalité mentionnés dans nombre de commentaires – ses modèles de rôle (les chefs vendéens, Napoléon, le général Bigeard), sa passion pour la gendarmerie (où il avait choisi de servir bien que formé par l’armée de Terre), son esprit chevaleresque,³⁴ ses qualités de chef, sa chaleur humaine, sa passion pour la France, sa grandeur, son histoire.

Dans l’interprétation des ressorts profonds de l’acte de cet officier unanimement élevé au rang de héros et martyr, l’hypothèse d’une motivation plurielle est donc la plus

³⁰ Peu soucieux de préserver son intimité, plusieurs organes de presse écrite font mention d’un premier mariage religieux (qu’il parviendra finalement à faire annuler longtemps après son divorce), suivi d’une liaison hors-mariage interrompue après six ans, puis le décalage de deux ans entre son second mariage civil et son pendant sacramentel prévu pour juin 2018.

³¹ Alléguée par la presse catholique, sa prise de distance avec cette obédience maçonnique dans les toutes dernières années de sa vie a été démentie par son grand maître, et elle lui a rendu un hommage solennel à travers une tenue funèbre, le 19 avril 2018, hommage qui ira jusqu’à donner son nom au temple de la Grande Loge de France à Paris.

³² L’Église catholique interdit la double appartenance depuis 1783, et cette impossibilité codifiée dans le droit canonique a été réaffirmée deux siècles plus tard : on ne saurait concilier le dogme de la Révélation et un primat donné à la seule Raison, assortie d’une conception de la vérité qui en fait une construction humaine évolutive. Du côté des obédiences maçonniques, si certaines font silence sur le sujet, le grand maître du Grand Orient de France confirme l’impossibilité d’un accord sur ces points avec l’Église.

³³ C’est ce que montraient les résultats des enquêtes menées par Bernard Boëne auprès des saint-cyriens dans les années 1990 : la religion est nettement plus présente chez ceux qui se destinent idéalement aux armes de combat que chez leurs camarades optant pour une carrière d’officier dans les armes d’appui et de soutien.

³⁴ Lorsqu’il était à l’École Militaire Inter-Armes, il déclarait : “*Il faut que nous soyons les chevaliers des temps modernes*”, se souvient le lieutenant-colonel Édouard Le Jariel des Chatelets, qui appartient à sa promotion (*Campagne d’Italie*) et commande aujourd’hui l’EMIA à Saint-Cyr Coëtquidan. La devise de l’EMIA est “*Le travail pour loi, l’honneur comme guide*” : cf. Charlotte d’Ornellas & Bastien Lejeune, “Un héros français”, *Valeurs actuelles*, n°4244, 29 mars-4 avril 2018.

plausible. La plus courante aussi : c’est celle que retient, par exemple, le Président de la République lors de son éloge funèbre. Mais elle reste généralement dans le vague quant à la nature de ses autres composantes. Or il en est une, déjà mentionnée, qui à n’en pas douter mérite d’être explicitée plus avant.

La part du professionnalisme et du sens de l’honneur

Il s’agit en l’occurrence de l’intériorisation des normes du professionnalisme militaire, au triple sens d’une maîtrise technique du métier, acquise par la formation et l’expérience, d’une éthique de service et de responsabilité envers la société et l’État qui la personnifie, et d’un sens de l’honneur défini comme fidélité à soi-même et à l’institution jusqu’à ses conséquences ultimes éventuelles. Si les deux premières dimensions de ce professionnalisme ont joué un rôle (et si la foi a pu notamment conforter la deuxième), la troisième, dans l’instant critique, est vraisemblablement la plus décisive : comment accepter de flancher devant le danger soudain – de ne pas intervenir et agir s’il existe une chance de succès – sans trahir les idéaux qu’on s’est forgés et qu’on a professés durant une vie entière d’engagement ? Comment peut-on le faire, sous le regard de ses camarades et du monde extérieur, sans renoncer pour longtemps à l’estime de soi et des autres ? Le mécanisme de l’honneur, fait de dispositions intérieures et de normes extérieures, est tout à la fois discret, subtil et puissant ; il transcende, aussi importants qu’ils soient, les automatismes acquis, la discipline et le règlement, qui dans le cas du colonel Beltrame n’exigeaient nullement l’initiative qu’il a prise.³⁵ C’est lui qui souvent fait l’étoffe des héros.

Conclusion

La tragédie de Trèbes peut servir de point de départ ou d’accroche à deux séries d’interrogations sur la portée sociale, politique et institutionnelle *ex post* de son acte et de son spectaculaire impact dans l’opinion. Comment peut-on s’expliquer l’écho qu’a reçu l’héroïsme d’Arnaud Beltrame dans une société qui d’habitude ne prête qu’une attention au mieux distraite à ceux qui meurent au combat, et tend à voir en eux, plutôt que des héros, des victimes (parfois même des bourreaux malchanceux) ? Comment l’institution – sa hiérarchie, mais aussi ses quelque 100 000 gendarmes – appréhende-t-elle l’événement, et quelles conclusions ou perspectives en tire-t-elle ?

Sur le premier point, il est clair que le contexte des dernières années, celui du terrorisme islamiste et de ses centaines de victimes sur le sol national, n’est pas étranger à l’admiration qui s’est exprimée pour le colonel. Les médias et les observateurs de la scène française l’ont relevé : la nation s’est sentie agressée en 2015-2016, elle a communiqué dans le deuil, et un sentiment national a refait surface, qui s’est exprimé dans des défilés de masse ; ceux qui s’occupent quotidiennement de sa sécurité sont encensés – acclamés dans la rue. Le niveau de la confiance qu’on témoigne aux forces armées et à la police n’a sans

³⁵ Comme on l’a parfois relevé, il aurait pu se contenter de laisser faire le GIGN, accouru sur place, et dont c’est la vocation ; au vu des circonstances, il en a jugé autrement.

doute jamais été aussi élevé – il est au-dessus de 80% – depuis l’époque, avant 1914, où l’armée était “Arche sainte”. L’antimilitarisme de papa et la défiance atavique envers les policiers semblent avoir vécu, et on peut utilement s’interroger sur la fin d’un cycle.³⁶

Bien sûr, cette inflexion est fragile, et le capital de soutien ainsi acquis volatil, comme on le voit avec les polémiques autour des “brutalités policières” dans le sillage des manifestations de “gilets jaunes”. La détestation indiscriminée de la violence, quelle qu’elle soit, que ses acteurs et les causes qu’elle soutient soient légitimes ou non, n’a pas disparu.³⁷ Mais, d’une part, ces attitudes sont de plus en plus inégalement partagées entre secteurs de l’opinion ; de l’autre, une conscience confuse des inconvénients d’une telle culture commence à se répandre, sur le thème : il ne faut pas s’étonner que les ventres mous soient les cibles favorites des prédateurs. Ou comme l’écrit l’historien Gabriel Martinez-Gros : “*c’est la non-violence absolue des majorités qui ouvre la voie à la violence des minorités*”.³⁸

Que représente Arnaud Beltrame dans tout cela ? Il est celui qui réintroduit une nuance capitale : entre le terroriste qui égorge à l’arme blanche, et celui qui s’offre en échange d’une otage. Mieux : il est celui qui, au lieu de s’en tenir à l’organisation de “marches blanches” ou au dépôt de bouquets devant des stèles improvisées, a décidé d’agir dans l’instant, en toute connaissance du risque et non sans panache, au péril, et finalement au prix, de sa vie. On a cru y déceler l’ombre d’une fierté retrouvée.

Quant à la gendarmerie, au-delà de l’effroi ressenti devant l’horreur, et de l’orgueil d’abriter dans ses rangs des hommes de cette trempe, elle s’est sentie justifiée dans son attachement à ce qu’elle appelle sa “militarité”, trait qui engendre une culture dont on aperçoit tous les bénéfices dans des circonstances aussi exceptionnelles. On ne saurait lui reprocher de s’en glorifier. Et s’il est vrai que cet attachement est plus le fait explicite d’officiers supérieurs et généraux, parmi lesquels les saint-cyriens sont bien représentés, que des brigades locales, même le gendarme de base est en mesure d’apercevoir que c’est cette militarité qui donne sens au maintien en France de deux forces distinctes pour une même mission de police. Et que l’émotion massive suscitée par la bravoure d’un de ses officiers suggère la profondeur des liens qui unissent la population à sa gendarmerie.

³⁶ Cf. Béatrice Chéron, *Le soldat méconnu – Les Français et leurs armées : état des lieux*, Paris, Armand Colin, 2018.

³⁷ Ce phénomène est affecté d’un paradoxe énigmatique : lorsqu’elle devient objet plus ou moins fantastique de fiction, dans les industries de l’*entertainment* – films, séries – et dans les jeux vidéo, la violence est avidement consommée. De plus, les “bons” y triomphent le plus souvent sur les “méchants”.

³⁸ G. Martinez-Gros, *Fascination du jihad – fureurs islamistes et défaite de la paix*, Paris, P.U.F., 2016, cité par B. Chéron, *op.cit.*